
Ukraine : la lutte pour une liberté associée à l'indépendance et au modèle démocratique – Entretien avec Alexandra Goujon

Description

Depuis que Moscou a lancé son offensive militaire contre l'Ukraine le 24 février dernier, les débats se sont multipliés au sujet de ce pays, interrogeant notamment la consolidation de son identité et de son État, la légitimité de son Président ou les aspirations réelles de cette population qui a surpris par la vigueur de sa résistance.

Politiste, maître de conférences à l'université de Bourgogne, enseignante à Sciences Po Paris et membre du Centre de recherche et d'étude en droit et en science politique (Credespo), Alexandra Goujon, spécialiste reconnue de l'Ukraine et du Bélarus, a publié en novembre 2021 [L'Ukraine. De l'indépendance à la guerre](#). Son ouvrage, qui met à mal nombre d'idées reçues véhiculées sur ce pays, a été co-lauréat du prix 2022 *Mieux comprendre l'Europe* parrainé par l'Institut Delors.

Alexandra Goujon a bien voulu répondre aux questions de *Regard sur l'Est*.

Votre ouvrage est paru trois mois avant que la Russie lance son offensive contre l'Ukraine. Le titre évoque pourtant la guerre ; celle, lancinante, que le pays a subie depuis 2014 avec l'occupation de la Crimée et la déstabilisation du Donbass. Pensez-vous que V. Zelensky, élu sur la promesse de mettre fin à cette guerre, porte une responsabilité dans celle lancée le 24 février ?



Je ne pense pas que V. Zelensky porte une responsabilité dans l'invasion russe lancée le 24 février dernier. À son arrivée au pouvoir, il cherche à dialoguer directement avec V. Poutine, ce qui permet l'organisation d'un sommet au Format de Normandie (Ukraine, Russie, France, Allemagne) en décembre 2019 à Paris. Conciliant au départ, le Président ukrainien comprend que la Russie ne cherche pas à trouver une solution au conflit dans le Donbass mais à faire de cette région un cheval de Troie pour s'immiscer dans la prise de décision politique en Ukraine, notamment en matière de politique étrangère. Le dialogue entre les deux hommes a toutefois permis des échanges de prisonniers et un relatif désengagement militaire le long de la ligne de contact avec les entités séparatistes.

L'invasion russe est motivée par une obsession des dirigeants russes de limiter, au maximum, la souveraineté de l'Ukraine. V. Zelensky, en tant que chef d'État issu pourtant d'une région russophone et industrielle, l'a compris relativement rapidement après son arrivée au pouvoir.

Vous évoquez dans votre livre l'un des stéréotypes qui sert aujourd'hui à V. Poutine pour justifier son agression armée contre l'Ukraine : la longue absence d'un

État indépendant. Pourtant, depuis le 24 février, certains affirment qu'on assiste à la consolidation d'une nation. Quels sont les marqueurs de la création de cet État et de cette nation ?

Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, les médias et les observateurs occidentaux n'ont eu de cesse de mettre l'accent sur les fractures et divisions internes au pays. L'Ukraine est en effet animée par une diversité culturelle, confessionnelle et linguistique mais une construction nationale est à l'œuvre depuis 1991 et s'est consolidée autour d'une communauté civique que les révolutions – dont celle de Maïdan – ont confortée autour, notamment, du drapeau et de l'hymne national. L'invasion russe du 24 février, en s'attaquant à l'État en tant que tel, a également mis en évidence l'attachement territorial et la volonté des Ukrainiens à s'autodéterminer, comme en témoigne la résistance contre l'occupation. Les Ukrainiens souhaitent, y compris dans les régions du Sud et de l'Est trop souvent présentées comme pro-russes, pouvoir choisir leurs gouvernants et gérer leur municipalité à leur manière. Méfiants à l'égard de leurs élites, ils se sont pourtant ralliés à leur chef d'État, à leurs maires, à leur armée qui est l'institution la plus populaire dans le pays derrière le Président. L'État ukrainien indépendant naît aussi de la RSS d'Ukraine, dans laquelle existaient des marqueurs identitaires spécifiques (unions artistiques, revues en ukrainien, transmission d'une histoire familiale...) malgré la russification. Rappelons le titre de cet ouvrage de l'écrivain Ivan Dziouba écrit en 1965 – *Internationalisme ou russification ?* – qui témoigne d'une préoccupation pour la langue ukrainienne.

Pouvez-vous, justement, éclairer la question linguistique en Ukraine ? On comprend bien qu'il ne suffit pas de calquer une carte de l'usage des langues sur le territoire pour en déduire des appétences culturelles particulières.

La question linguistique est souvent mal comprise. Toujours dans le sillage des fameuses fractures, certaines analyses opposent les ukrainophones et les russophones. Or, dès le début du conflit dans le Donbass, on constate que de nombreux russophones se rangent du côté de l'armée ukrainienne. En effet, la russophonie ne peut être assimilée à une appartenance au monde culturel russe, notamment parce qu'elle résulte de la politique linguistique soviétique qui a fait du russe la langue majoritaire en Ukraine. Dès les années 1960, des intellectuels ukrainiens dénoncent la possible extinction de la langue ukrainienne, d'où la politique d'ukrainisation, mesurée et graduée, mise en place à partir de l'indépendance. Par ailleurs, bien que les langues soient différentes (presqu'autant que l'espagnol et le français en termes de ressemblance lexicale), elles cohabitent depuis longtemps sur le territoire ukrainien. Aussi, un ukrainophone et un russophone peuvent communiquer et se comprendre mutuellement. Cette intercompréhension risque également de progresser avec le mouvement des déplacés internes de l'est vers l'ouest du pays depuis le début de l'invasion. La volonté, dans certaines régions de l'Est ukrainien, de favoriser les relations avec la Russie – ce qui ne signifie pas volonté de rattachement ou de soumission – est autant liée à une proximité géographique (migration pendulaire, échanges économiques) que culturelle.

Un autre argument utilisé par Moscou pour justifier son invasion de l'Ukraine est cette fameuse ambition de « dénazifier » l'Ukraine. D'où vient cette accusation ? Qu'en est-il du rôle de Secteur droit lors de la révolution de Maïdan ou de l'idéologie du bataillon Azov dont on a beaucoup entendu parler lors du siège de Marioupol ?

Lors de la Révolution de Maïdan et après la fuite du président V. Ianoukovitch en Russie, les médias russes parlent de coup d'État fasciste pour évoquer le changement de pouvoir afin de le discréditer et de montrer qu'il est le fait de l'extrême droite, dont Secteur droit qui émerge dans le cadre de l'insurrection. L'extrême droite ne représente qu'une minorité de mobilisés dans le soulèvement populaire et quelques ministres dans le gouvernement transitoire qui est dominé par des forces politiques démocrates. Par la suite, les forces d'extrême droite qui sont visibles à travers leurs défilés de rue disparaissent des institutions politiques (2 % aux élections présidentielle et législatives de 2019). Quant à V. Zelensky, outsider de la politique, il n'a pas de socialisation nationaliste.

Le bataillon Azov, lui, s'est fait connaître en 2014 alors que l'armée ukrainienne était faible et qu'il défendait Marioupol qui restera sous administration ukrainienne, à 15 km de la ligne de contact, jusqu'à l'invasion russe de février 2022. La défense de la ville lui donne un certain prestige. Malgré l'usage du symbole de la Wolfsangel lié à l'imagerie nazie, le bataillon est hétérogène idéologiquement, notamment avec les recrutements post-invasion, et il ne représente qu'un très faible pourcentage des forces militaires ukrainiennes. Après avoir participé à la résistance dans Marioupol puis s'être rendus à la demande de V. Zelensky, ses combattants sont considérés en Ukraine comme des héros nationaux.

Pensez-vous que la communauté occidentale soutient suffisamment l'Ukraine ? L'aide militaire, humanitaire, financière, les sanctions contre la Russie... sont-elles d'ampleur à modifier le cours de la guerre ?

Les autorités ukrainiennes demandent régulièrement une augmentation de l'aide destinée au pays et des sanctions à l'égard de la Russie. C'était déjà le cas au printemps 2021, avec une diplomatie très active de V. Zelensky qui craignait une fatigue ukrainienne. Cette crainte a redoublé depuis l'invasion russe, dont l'objectif est la destruction de l'État ukrainien. Compte tenu du déséquilibre militaire entre les armées ukrainienne et russe, l'aide occidentale à l'Ukraine en matériel et formation militaires est essentielle à la défense du pays et, selon Kiev, ne doit pas faiblir alors que 20 % du territoire est occupé par la Russie. Cette aide relance aussi le débat sur le budget militaire dans les États membres de l'Union européenne, y compris en France. Quant aux sanctions à l'égard de la Russie, la première série a été adoptée de manière rapide et consensuelle au sein de l'UE. Sur les questions du gaz ou des visas russes, les dissensions sont plus visibles. L'expérience montre que les sanctions ne permettent pas nécessairement de modifier la politique d'un dirigeant, surtout lorsque ce dernier opère dans le cadre d'un régime autoritaire comme celui de la Russie : la détermination de V. Poutine, relayée dans les médias locaux, ne semble pas faiblir. Les sanctions obligent toutefois la Russie à s'adapter.



Alexandra Goujon

L'Ukraine de l'indépendance à la guerre



L'Ukraine a obtenu, le 24 juin dernier, le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. En revanche, dès le début de la guerre, elle a renoncé, par la voix de V. Zelensky, à sa demande d'adhésion à l'OTAN. Comment voyez-vous l'avenir de l'Ukraine en Europe ? Quelles garanties de sécurité peuvent lui apporter les Européens ?

L'Ukraine est passée de la politique de voisinage – à laquelle tenaient les dirigeants européens – à la politique d'élargissement – qui était cantonnée jusque-là aux Balkans. La guerre en Ukraine a remis au centre du jeu politique la question d'un espace démocratique européen qui mérite d'être préservé. La résistance nationale ukrainienne, dont V. Zelensky a pris le leadership, a également aidé parce qu'elle vise à défendre la liberté entendue comme une volonté d'indépendance mais aussi comme un attachement au modèle démocratique, clairement exprimé lors de la Révolution de Maïdan en 2013-2014. Du point de vue ukrainien, la perspective de l'adhésion à l'UE s'est posée dès la fin de la Révolution orange en 2005, sans résonance côté européen. Rappelons que c'est sous le mandat du président dit pro-russe V. Ianoukovitch qu'est paraphé l'accord d'association avec l'UE en 2012, accord qui ne prévoit pas de perspective d'adhésion mais un rapprochement important avec l'UE, y compris dans le domaine commercial. L'annexion de la Crimée en 2014 et le conflit dans le Donbass font augmenter la part de l'opinion publique favorable à l'UE au-delà de 60 %, alors que l'adhésion à l'OTAN redevient, au côté de l'adhésion à l'UE, une priorité de politique étrangère inscrite dans la Constitution ukrainienne en 2019. Au mois de mars 2022, alors que des négociations étaient en cours, V. Zelensky a, en effet, évoqué la possibilité de renoncer à l'adhésion à l'OTAN mais cela n'a pas été suffisant pour enrayer la stratégie russe d'invasion. Selon un sondage conduit par le [Kyiv International Institute of Sociology \(KIIS\)](#) en juillet 2022, 81 % des personnes interrogées se disent désormais favorables à une adhésion à l'UE et 71 % à une adhésion à l'OTAN en cas de référendum.

[Lien vers la version anglaise de l'article.](#)



Retour en haut de page

date créée

12/09/2022

Champs de Méta

Auteur-article : Céline Bayou